Nations Unies A/CN.4/635/Add.1

Assemblée générale

Distr. générale
18 mars 2011
Français
Original : anglais

Commission du droit international
Soixante-troisième session
Genève, 26 avril-3 juin et 4 juillet-12 août 2011

Nomination à des sièges devenus vacants après élection

Note du Secrétariat

Additif

I. Liste de candidats

1. Au 17 mars 2011, la candidate ci-après avait présenté sa candidature au siège devenu vacant à la suite du décès de Mme Paula Escarameia :

Mme Concepción Escobar Hernández (Espagne)

2. On trouvera à la section II ci-après le curriculum vitae de la candidate susmentionnée.

11-26846 (F) 230311 240311

Merci de recycler

II. Curriculum vitae

[Orignal : espagnol]

Concepción Escobar Hernández (Espagne)

Née à Madrid le 22 décembre 1959

Mariée

Diplômes et formation

Licence en droit de l'Université Complutense de Madrid (1981)

Doctorat en droit international de l'Université Complutense de Madrid (1987)

Cours de spécialisation en droits de l'homme, Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1981-1983)

Études du troisième cycle à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève (1983-1984)

Activité professionnelle

Postes occupés

Conseillère juridique, Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (depuis juin 2004)

Professeur de droit international public à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) (depuis octobre 2001)

Titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne à l'UNED (Commission européenne) (depuis 2004)

Professeur à l'Institut universitaire général Gutiérrez Mellado, chargée de recherche sur la paix, la sécurité et la défense (UNED) (depuis 2002)

Professeur au Centre d'étude du droit international humanitaire (CEDIH) de la Croix-Rouge espagnole (depuis 1999)

Professeur de droit international et de droit des droits de l'homme à l'École diplomatique espagnole (depuis 1996)

Professeur de droit international public à l'Université de Cantabrie (1995-2001)

Titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne à l'Université de Cantabrie (1996-2002)

Professeur titulaire de droit international public à l'Université Complutense de Madrid (1991-1995)

Professeur de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1987-1997)

Membre de la Commission espagnole du droit international humanitaire (depuis sa création en 2008)

Postes de direction occupés

Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (depuis juin 2004)

Doyenne de la faculté de droit de l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid (2002-2004)

Directrice du Département de droit international public de l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid (2002)

Directrice du Département de droit public de l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid (2001)

Directrice du Département de droit public de l'Université de Cantabrie (1996-2001)

Secrétaire générale de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1990-1992)

Secrétaire du Département de droit international public et de droit international privé de l'Université Complutense de Madrid (1989-1992)

Appartenance à des associations scientifiques et conseils de revues scientifiques

Membre de l'*Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales* (depuis 1982). A été membre de son conseil d'administration (1986-1993).

Membre de l'*Asociación Española para el Estudio del Derecho Europeo* (depuis 1982). Membre de son comité directeur (depuis 1984)

Membre du Conseil consultatif de la *Revista General de Derecho Europeo IUSTEL* (depuis 2002)

Membre du Comité de rédaction de la *Revista Española de Derecho Militar* (depuis 2003)

Membre du Comité de rédaction de la *Revista Española de Derecho Internacional* (1997-2003) et responsable de la Section de jurisprudence espagnole du droit international public (2001-2005)

Activités universitaires

Tout au long de sa carrière universitaire, Mme Escobar Hernández a donné des cours de licence, de doctorat et de troisième cycle dans des matières portant sur le droit international public, le droit de l'Union européenne, le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la protection internationale des droits de l'homme, le droit pénal international et la juridiction internationale.

Elle a également :

Dirigé cinq thèses de doctorat et en dirige actuellement quatre autres;

Participé à de nombreux projets de recherche ayant trait au droit international public (chercheuse principale ou membre de l'équipe de recherche);

Donné des cours de troisième cycle dans diverses universités espagnoles et étrangères;

Participé en tant que rapporteuse à divers congrès internationaux, dont ceux de la Fédération internationale du droit européen (FIDE) (Stockholm, 1998) et de la Société européenne de droit international (SEDI) (Paris, 2006) et à la Conférence annuelle de 2010 de l'International Law Association (ILA) (La Haye, 2010);

Participé régulièrement à divers programmes de formation organisés par la Commission internationale de juristes (protection internationale des droits de l'homme et protection internationale des droits des peuples autochtones) en Amérique latine (1992-1997);

Participé au Programme d'assistance technique des Nations Unies à la Guinée équatoriale (1995).

Elle est membre de jurys d'évaluation de thèses de doctorat, en Espagne et à l'étranger.

Elle est membre de jurys de sélection d'enseignants (droit international public) en Espagne et à l'étranger.

Autres activités juridiques

En sa qualité de Directrice du Service juridique international, est chargée de fournir des avis sur tous les domaines liés au droit international public, à la demande du Ministère espagnol des affaires extérieures et de la coopération et d'autres ministères et organes étatiques.

Doit également se prononcer sur des questions relevant du droit international public concernant d'autres administrations publiques espagnoles (s'agissant en particulier de la signature de mémorandums d'accord par les communautés autonomes, les conseils municipaux, et autres entités locales, ainsi que par d'autres organes et entités publics espagnols).

Fait état de la position juridique de l'Espagne dans divers organes internationaux spécialisés en droit international dont le pays fait partie.

Domaines de spécialisation universitaire

Juridictions et tribunaux internationaux

Droit international des droits de l'homme

Droit pénal international

Maintien de la paix

Organisations internationales

Droit de l'Union européenne (général et institutionnel)

Activités juridiques internationales (tribunaux, organismes et conférences internationales)

Représentante et avocate du Royaume d'Espagne pour la procédure consultative devant la Cour internationale de Justice sur la conformité de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo avec le droit international (2008-2010)

Représentante du Royaume d'Espagne devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'affaire nº 18, *M.V. Louisa, Saint-Vincent-et-les Grenadines* c. *Espagne* (2010-)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 2008)

Présidente du Comité de rédaction de la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Kampala, 2010)

Membre de la délégation espagnole à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (depuis 2004)

Membre du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public, au Conseil de l'Europe (depuis 2004)

Vice-Présidente du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public à compter du 1er janvier 2011 (élue lors de la session de Trömso, septembre 2010)

Membre du Groupe de travail sur le droit international public de l'Union européenne (COJUR) (depuis 2004)

Membre du Sous-Groupe d'experts sur la Cour pénale internationale et autres tribunaux pénaux internationaux du COJUR, Conseil de l'Union européenne (depuis 2004)

Chef et Chef adjointe de la délégation espagnole à l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale (2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010)

Membre de la délégation espagnole à l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale (2002 et 2003)

Membre de la délégation espagnole à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (2000, 2001 et 2002)

Membre de la délégation espagnole à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur le Statut de la Cour pénale internationale (1998)

Membre du Groupe de travail hispano-marocain sur la délimitation et la coopération maritimes sur la façade atlantique (depuis 2004)

Membre du Groupe de travail hispano-algérien sur la délimitation maritime (depuis sa création en 2007)

Publications (sélection)

Livres, manuels et monographies

La Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas y la violación de derechos humanos y libertades fundamentales. Estudio de los procedimientos públicos especiales, éditions de l'Université Complutense de Madrid (Madrid, 1988)

El recurso por omisión ante el Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas, éditions Cívitas, Madrid, 1993

Instituciones de Derecho Comunitario (Dir.), Tirant lo blanc (Valencia, 2006)

M. Diez de Velasco, *Instituciones de Derecho Internacional Público* : chapitres XXVII, XXVIII et XXXVIII; partie des chapitres XXV et XXVI. Éditions Tecnos (Madrid) (dernière édition : dix-septième, 2009)

M. Diez de Velasco, *Las Organizaciones Internacionales*, chapitre XIV; partie des chapitres XXI et XXXI. Éditions Tecnos (Madrid) (dernière édition : seizième, 2010, coordonnée par José Manuel Sobrino Heredia)

M. Diez de Velasco; C. Escobar Hernández; N. Torres Ugena : *Código de Organizaciones Internacionales*, éditions Aranzadi (Navarre, 1997)

Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea (éd.) (Madrid, 1998)

La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza (éd.) (Madrid, 2003)

Los derechos humanos en la sociedad internacional del siglo XXI (dir.), Colección Escuela Diplomática n°s 15 et 16 (Madrid, 2009)

Articles et collaboration à des ouvrages collectifs

« Ejecución en España de las sentencias del Tribunal Europeo de Derechos Humanos », dans *Revista Española de Derecho Internacional*, 1990/2, p. 547 à 570

« Un nuevo paso en la protección internacional de la libertad de pensamiento, conciencia y religión : el procedimiento público especial de la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas », dans *Anuario de Derecho Eclesiástico del Estado*, 1990, p. 87 à 128

« Asylum and refugee status in Spain », dans *International Journal of Refugee Law*, vol. IV, 1992, p. 55 à 70

« Problemas planteados por la aplicación en el ordenamiento español de la Sentencia Bultó (Comentario a la sentencia del Tribunal Constitucional español 245/1991, 16 décembre) », dans *Revista de Instituciones Europeas*, 1992/1, p. 139 à 163

« El Convenio de Aplicación del Acuerdo de Schengen y el Convenio de Dublín: una aproximación al asilo desde la perspectiva comunitaria », dans *Revista de Instituciones Europeas*, vol. 1993/1, p. 53 à 100

« Las Salas *ad hoc* del Tribunal Internacional de Justicia », dans *Hacia un nuevo orden internacional y europeo. Homenaje al Profesor Manuel Díez de Velasco*, éditions Tecnos (Madrid, 1993), p. 291 à 317

« La aplicación de los tratados en España », dans *Cuadernos de Derecho Judicial. Cuestiones prácticas de Derecho Internacional Público y Cooperación Jurídica Internacional*, Conseil général du pouvoir judiciaire (Madrid, 1994), p. 39 à 90

« Comunidad Europea y Convenio Europeo de Derechos Humanos: ¿el fin de una vieja polémica? (comentario al dictamen 2/94 del TJCE de 28 de marzo de 1996) », dans *Revista de Instituciones Europeas*, 1996, vol. 1996/3, p. 817 à 838

« Paz y derechos humanos: una nueva dimensión de la operaciones para el mantenimiento de la paz », dans *Cursos de Derecho Internacional de Vitoria-Gasteiz*, 1997, p. 47 à 102

« Le citoyen, l'administration et le droit européen. Rapport national espagnol », dans *XVIIIe Congrès FIDE* (Stockholm, 1998), vol. III, p. 152 à 198

« Extranjería y ciudadanía de la Unión Europea », dans *Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea*, Colección Escuela Diplomática nº 3, 1998, p. 101 à 126

« La progresiva institucionalización de la jurisdicción penal internacional: la Corte Penal Internacional », dans Garcia Arón, M. y López Garrido, D. (coord.) : *Crimen internacional y jurisdicción internacional. El caso Pinochet*, Tirant lo blanc (Valence, 2000), p. 225 à 273

« El Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional », dans *Hacia una Justicia Internacional*, Ministerio de Justicia/BSCH/Civitas (Madrid, 2000), p. 504 à 524

« Las relaciones de la Corte Penal Internacional con las Nacions Unidas », dans Quel López, F. J. (coord.) : *Creación de una jurisdicción penal internacional*, Colección de la Escuela Diplomática, nº 4 (Madrid, 2000), p. 31 à 44

« Algunas reflexiones sobre la Corte Penal Internacional como institución internacional », dans *Revista Española de Derecho Militar*, nº 75, 2000, p. 171 à 203

« El Tratado de Niza y la reforma futura de la Unión », dans Diez de Velasco, M. (éd.) : *La Unión Europea tras la reforma* (Université de Cantabrie, 2000), p. 239 à 257

« El principio de complementariedad », dans Yañez-Barnuevo, J. A. (coord.) : *La Justicia Penal Internacional: una perspectiva iberoamericana*, Casa de América (Madrid, 2001), p. 78 à 100

« La cooperación judicial en la Unión Europea: marco general », dans *Espacio de Libertad, Seguridad y Justicia en la Unión Europea*, Ministerio del Interior/UNED, 2002, p. 55 à 70

« Corte Penal Internacional, Consejo de Seguridad y Crimen de Agresión: un equilibrio difícil e inestable », dans *El Derecho Internacional en los Albores del siglo XXI*. Homenaje al Prof. Castro-Rial, éditions Trotta (Madrid, 2002), p. 197 à 218

« Unión Europea, democracia y derechos humanos », dans Escobar Hernández, C. (éd.) : *La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza* », Actas de las XIX Jornadas de la Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales (Madrid, 2003), p. 25 à 50

« Veinticinco años de la Constitución de 1978: Aspectos internacionales », dans *Revista de Derecho Político*, n°s 58/59, 2003/2004, p. 833 à 852

« Los derechos humanos en el Tratado por el que se establece una Constitución para Europa », dans *Derecho Internacional: Normas, hechos y Valores. Liber Amicorum José Antonio Pastor Ridruejo* (Madrid, 2005), p. 115 à 133

Escobar Hernández, C. et Yañez-Barnuevo, J.A. : « The International Criminal Court and the United Nations: A complex and vital relationship », dans *Essays on the Rome Statute of the International Criminal Court (II)*, 2005

« Derechos humanos y justicia internacional: los tribunales internacionales de derechos humanos », dans *La Paz y el Derecho Internacional. Tercer Encuentro de Salamanca*, éditions Sistema, 2005, p. 273 à 292

« La cláusula europea en la Constitución española (algunas reflexiones para una eventual reforma constitucional », dans Rubio Llorente, F. y Alvarez Junco, J. (éd.) : *El informe del Consejo de Estado sobre la reforma constitucional. Texto del informe y debates académicos*, Consejo de Estado/Centro de Estudios Políticos y Constitutionales (Madrid, 2006), p. 483 à 499